



**Syndicat National de la DGFIP**  
**FORCE OUVRIERE**  
**Section de l'Aveyron**

[fo.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:fo.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr)

<http://www.fo-dgfip-sd.fr/012/>

Rodez, le 24 mai 2016

## CTL du 24 mai 2016, déclaration liminaire.

Monsieur le Président,

Ce mois de mai 2016 devrait être un beau clin d'œil à nos aïeux en regard à une évolution majeure de notre nation, à savoir l'arrivée annoncée des congés payés en juin 1936.

Mais que ce temps parait bien loin, tant on peut observer, de part et d'autre, des attaques ou des idées qui vont bien dans le sens contraire pour le monde du travail.

Notre démocratie, si on peut encore la nommer comme cela, par la voix de nos dirigeants, prône des évolutions pour nous qui travaillons, quand bien même trois quart de la population est hostile : et revoilà donc le 49.3, outil hautement démocratique...

Et à la DGFIP pendant ce temps, on dresse un tableau de bord de veille sociale, comme quoi, notre conscience n'est peut-être pas si tranquille que ça...

- 4 agents sur 5 déclarent ne plus avoir le temps pour se documenter sur leur mission.

- 3 agents sur 4 ne disposent plus du temps nécessaire pour accomplir leur mission.

- La quantité de stress classifiée « élevé » liée au travail touche quasiment 1 agent sur 2, la masse de travail étant la première cause de cette situation.


- 2 agents sur 3 travaillent dans l'urgence.

- 4 agents sur 5 pensent que la DGFIP n'évolue pas dans le bon sens...

Et du coup, 66 % des agents déclarent que le climat social à la DGFIP n'est pas bon ! Tiens donc ...

Si l'on vit bien au Pays des Lumières, il semble que cette époque soit révolue. Et dans nos dirigeants éclairés, là aussi, il semble qu'il y ait des ampoules qui se grillent !!!

La réalité du terrain est tout autre : par manque organisé de moyens humains, on réorganise, on regroupe, on ferme, on centralise, on polarise... en clair, on pressurise les agents !

 , une fois de plus, demande un arrêt des suppressions d'emplois ainsi qu'un moratoire sur les restructurations incessantes et en tout genre. Dans l'Aveyron, ces revendications sont bien évidemment capitales pour conserver, d'un côté, un Service Public Républicain, et de l'autre, la santé physique et mentale de l'ensemble des agents.

